La lettre de la Commission nationale écologie de la LCR

« L'écologie 100% à gauche » n° 2

samedi 6 mai 2006, par CAVERN Bernard, LCR (Commission nationale écologie), LE STRAT Claire, LEBRUN Catherine, MENGHINI Laurent (Date de rédaction antérieure : mars 2001).

Sommaire

- Le silence des agneaux
- CLIMAT : Bush veut enterrer
- Accidents du tunnel du Mont-Bl
- Bloquer les transports pour
- Bové ou l'état de légitime

Le silence des agneaux

Les images écœurantes des charniers animaux et le refus de la vaccination par les tenants de la « priorité à l'exportation » soulèvent un débat sur le statut de l'animal face à la logique implacable du productivisme agricole.

Rappelons ce que tout le monde semble ignorer : la fièvre aphteuse est une maladie virale qui touche les animaux « à sabot fendu » de nos contrées (porcs, bovins, ovins) et qui, pour être extrêmement contagieuse, n'en est pas moins « bénigne » : si l'on déplore 5 % de mortalité, la majeure partie des animaux s'en remet facilement (c'est un peu comme la grippe, mais avec des aphtes).

A condition qu'on leur laisse le temps d'en guérir, et que l'on accepte la baisse de « rentabilité » (en lait, par exemple) qui peut en découler (c'est le cas de le dire...). Mais là justement est le problème. Avant d'être une maladie animale, la fièvre aphteuse est un « fléau économique » (le terme est d'un journaliste de France 2) : l'abattage massif reste le plus rentable, quand la vaccination est coûteuse et qu'elle peut dissuader certains acheteurs étrangers (voilà pourquoi elle a été interrompue

en 1991). Cette évidence étant entendue, au diable l'avarice !

Moutons, porcs et vaches sont brûlés par milliers… Pas une voix ne s'élève pour interroger le sort, et donc le statut, réservé à ces « vivants non humains ». On relaie pour la forme l'émotion (bien réelle) des éleveurs, mais on se gargarise de ce mot délicieusement jargonnant, qui rassure le citoyen-consommateur : l'épizootie (prononcez « épizoocie »), ce terme au sens, apparemment, essentiellement négatif. Il signifie en effet que la maladie n'est pas transmissible à l'homme, que ce n'est donc pas une épidémie (comme l'ESB). C'est tout ce qu'on voulait savoir. Pour le reste, on s'en remet consensuellement au meilleur rapport coût-avantage. Son utilité économique, le profit qu'il peut générer, est donc la seule légitimité à exister que l'on accorde au genre animal.

Anthropocentrisme coupable, productivisme destructeur, qu'il nous faut décidément interroger pour armer une critique écologique qui ne soit pas un environnementalisme de confort, mais un appel radical à repenser nos modes de production et de consommation, dans le souci global (aujourd'hui nécessaire) de la vie terrestre.

Claire Le Strat

CLIMAT : Bush veut enterrer Kyoto

Le nouveau président américain Georges W. Bush vient d'annoncer qu'il renonçait à réglementer les émissions de dioxyde de carbone enterrant ainsi les déjà timides engagements américains lors de la signature du protocole de Kyoto en 1997 relatif aux mesures à mettre en œuvre pour prévenir la crise climatique due à l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L’échec de la Conférence de La Haye en novembre 2000 n’est donc pas prêt d’être surmonté.

Bush juge que les objectifs fixés à Kyoto, qui concernent pour l’essentiel les pays industrialisés sont « injustes et inefficaces, 80% des pays du monde en étant exemptés. » Les conférences mondiales sur l’environnement butent désormais sur les contradictions entre grandes puis - sances et en premier lieu sur l’arrogance impérialiste américaine. Mais Bush est également confronté à une crise énergétique croissante aux Etats-Unis mêmes, dont la situation californienne est la partie la plus visible. Alors qu’il conviendrait d’amorcer des changements profonds afin d’économiser l’énergie, Bush semble s’engager dans un vaste plan d’accroissement de la production domestique afin de diminuer la dépendance croissante du pays vis à vis des importations pétrolières et de répondre à des besoins futurs jugés très importants.

Pour ce concilier les américains, malgré leur attitude, le risque est grand que les européens mettent en avant à l’occasion du G7 de Gênes en juillet prochain un plan de réduction des gaz à effet de serre centré sur les marchés de droits à polluer. Il est urgent que le mouvement écologiste et le mouvement anti-impérialiste s’unissent pour mener la bataille. L’environnement ne doit pas rester à l’écart du mouvement contre la mondialisation capitaliste.

Laurent Menghini

Accidents du tunnel du Mont-Blanc : « Toutroutier » et loi du profit en accusation

Deux ans exactement après le terrible accident dans le tunnel du Mont-blanc, qui devait coûté la vie à 39 personnes, le rapport d’expertise confirme la responsabilité de la société des Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB), longtemps présidée par Edouard Balladur. L’incendie aurait été provoqué par un mégot jeté d’ une portière. Le rapport indique qu’il est « probable qu’on aurait eu aucune

victime » s'il n'y avait pas eu un retard de neuf minutes dans le déclenchement des feux rouges. Malgré les demandes répétées des pompiers du tunnel, l'ATMB avait préféré investir dans de nouvelles barrières de péage plutôt que dans la sécurité ! Mais l'ATMB n'est pas seule responsable, dans sa course effrénée aux profits. La politique du tout-routier est aussi en cause. Chaque jour des milliers de camions traversent les Alpes. Aujourd'hui, les habitants de Chamonix, qui ont redécouvert la beauté de leur vallée débarrassée des nuisances routières, se mobilisent contre la réouverture du tunnel.

Bernard Cavern

Bloquer les transports pour bloquer l'industrie nucléaire

La reprise, le 26 mars, des convois de déchets radioactifs entre la France et l'Allemagne, est un véritable marché de dupe : pour un convoi de 6 conteneurs, appelés CASTOR, de La Hague vers Gorleben, ce sont 40 autres qui traverseront la frontière dans l'autre sens, entretenant ainsi un commerce juteux pour la Cogema, et surtout l'illusion qu'avec le retraitement la filière nucléaire maîtriserait le « cycle du combustible ». Rien n'est dit non plus sur la dangerosité de tels convois.

Ce marché de dupe résulte de l'accord survenu entre les gouvernements français et allemand fin janvier. Schröder pressait en effet Jospin d'accepter la reprise de ces convois, interrompus après la découverte scandaleuse d'une contamination radioactive à l'extérieur des « Castor » qui était connue des industriels depuis des années. Le problème de Jospin n'était évidemment pas les risques encourus par les cheminots ou les populations des régions traversées - SUD Rail a dénoncé l'absence d'information des cheminots quant à l'organisation de ces convois - Non, Jospin ne voulait prendre le risque de voir son gouvernement épinglé par les anti-nucléaires, à cause du non-respect de la loi qui prévoit explicitement que les déchets étrangers doivent être réexpédiés après leur retraitement à l'usine de La Hague. C'est pourquoi il fallait organiser le convoi du 26 mars, même si, au bout du compte, la quantité de déchets stockée à La Hague aura augmenté !

Les transports, talon d'Achille de l'industrie nucléaire

Avant l'interruption des transports en 1998, les manifestation d'opposition étaient déjà nombreuses et massives en Allemagne. Le mouvement en a clairement fait son axe principal, extra-parlementaire, de lutte pour la sortie du nucléaire. L'objectif actuel est la paralysie des centrales, aux capacités de stockage temporaire saturées après trois ans sans transport.

Le point le plus positif de la lutte actuelle est probablement que, pour la première fois à ce niveau de coordination, les mouvements antinucléaires allemand et français luttent ensemble contre la reprise du commerce des déchets radioactifs entre les deux pays. (Les moment important de cette coordination furent les participations réciproques de délégations à l'assemblée générale du Réseau sortir du nucléaire fin janvier et au premier rassemblement contre la reprise du transport en février à Ahaus). Tout le mouvement antinucléaire ? Non ! Pour la première fois les partis écologistes, en France comme en Allemagne, se sont éloignés de la lutte, et s'y sont même partiellement opposé. La directive des Grünen défendant à

ses militants de participer au blocage des CASTOR a été très fortement contesté au sein du parti allemand. Et nombreux sont les militant-e-s à avoir en quelque sorte accompli leur « devoir » de désobéissance civique et non-violente - un acquis essentiel du patrimoine des luttes écologistes - en participant à plus de quinze mille au rassemblement du 24 mars. L'escroquerie que constitue l'accord passé entre le gouvernement et l'industrie, avec la caution active des ministres et dirigeants des Grünen, est fortement dénoncée.

Coté français, les Verts ont toujours souhaité le retour des déchets dans le pays d'origine. Il ne peut évidemment s'agir de s'opposer physiquement au retour de déchets vitrifiés vers l'Allemagne, cela ne serait pas compris aujourd'hui de l'opinion. Mais faut-il pour autant récuser ceux qui dénoncent cette reprise des transports, dès lors que celle-ci prépare en réalité l'arrivée de nouveaux déchets ? Fallait-il « sanctionner » le Réseau d'avoir adopté une telle position lors de son AG ? C'est ce que les Verts ont choisi de faire en se mettant en congé du Réseau pour deux mois. Cela témoigne du grand embarras de ceux qui aujourd'hui préfèrent la solidarité avec les gouvernements français et allemand à la solidarité dans la lutte, et plus inquiétant, d'une conception bien surprenante et particulièrement crispée des rapports à entretenir entre un mouvement social écologiste et une organisation politique. Au-delà de leur image largement préservée dans l'opinion, les Verts naviguent aujourd'hui à vue, bien loin de la « politique autrement ».

Bernard Cavern

Bové ou l'état de légitime révolte

Le 22 mars, le verdict est tombé, trois mois fermes et 346 000F d'amendes pour José Bové pour le démontage du McDo et la retenue de représentants du ministère de l'agriculture à la préfecture. La cour d'appel de Montpellier n'a pas osé révoquer les sursis des condamnations antérieures, ce qui aurait abouti à treize mois de prison ferme. Neuf autres militants de la Confédération paysanne ont écopé de deux mois de prison avec sursis ou d'amendes. Bové va se pourvoir en cassation voire saisir la Cour européenne des droits de l'Homme, estimant sa relaxe légitime et tenter de créer une jurisprudence novatrice.

En condamnant les actions de la Confédération paysanne, la justice bafoue le juste combat de milliers de militant(e)s anti-mondialisation qui refusent les diktats de l'OMC, des trusts, notamment ceux de l'agrochimie, qui asservissent la

planète. Au nom de la justice sociale, de la démocratie, et de l'exigence écologique, les mobilisations doivent se poursuivre et s'amplifier.

Catherine Lebrun

AGENDA

– 17 avril : journée mondiale de luttes paysannes. Le 17 avril 1996, 19 paysans sans-terre étaient assassinés au Brésil. Depuis, Via Campesina, confédération mondiale de syndicats paysans dont la Conf' paysanne, organise une journée de lutte à cette date. Cette année les OGM seront à la fête ! Le refus des OGM sera l'occasion d'associer plus encore aux luttes paysannes les mouvements écologistes, citoyens ou de consommateurs. Pour connaître les actions prévues : www.confederationpaysanne.org

– du 23 au 29 avril 2001 : 2e semaine nationale d'initiatives « Sortir du nucléaire ». A l'occasion de la 15e commémoration de la catastrophe de Tchernobyl, le Réseau sortir du nucléaire organise conférences, manifestations, action symbolique, théâtre, cinéma… aux 4 coins de la France.
(Tel : 04 78 28 29 22)

– Mardi 24 avril, 19 H 30 (sous réserve) : réunion de la commission nationale écologie à la Brèche - 27, rue Taine, Paris 12e - M° Daumesnil

Ligue communiste révolutionnaire - Commission nationale écologie
2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil
tél : 01 48 70 42 30 - fax : 01 48 59 39 59
e-mail : lcr lcr-rouge.org
site web : http://www-lcr-rouge.org